



Le Président de la transition, Andry Rajoelina, lors de l'émission « *Hono hoy aho Andriamatoa Filoha* » . Televisiona
Malagasy (TVM), le dimanche 29 août 2010, à partir de 20 heures

TRADUCTION

A propos de la condamnation aux travaux forcés à perpétuité de l'ancien président Marc Ravalomanana

Concernant ce verdict qui a été communiqué au public samedi matin (le 28 août 2010 à 6h), il faut avant tout que vous sachiez ceci : lors de ma rencontre avec les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature de Madagascar, ils avaient insisté sur l'importance de l'indépendance de la Justice. Le verdict prononcé est l'image de cette indépendance et de cette équité tant recherchées. En effet, ni le pouvoir ni les dirigeants actuels ne se sont immiscés dans le déroulement de ce procès. Il n'y a eu aucune contrainte, aucune pression sous quelque forme que ce soit. C'est d'ailleurs pour cette indépendance effective de la Justice que nous avons lutté. Il ne faut pas perdre de vue que des gens ont perdu la vie ce 7 février 2009. Ils ont été tués délibérément. Un procès a eu lieu, le verdict a été prononcé, qui doit être accepté par tous car ayant reposé sur cette indépendance de la Justice à Madagascar. A mon sens, ce verdict ne saurait entraver les efforts des citoyens et des politiques dans l'actuelle recherche de sortie de crise dans laquelle le pays vit toujours. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faut avancer pour la mise en place de nouvelles structures pour une meilleure gestion de ce pays. L'apaisement [politique] ? Il est basé sur le fait d'aller de l'avant pour mettre en place une nouvelle république. Il ne doit y avoir aucune relation entre ce verdict, la conjoncture politique et notre avancée vers des élections. Il ne faut pas faire d'amalgame.

Un éventuel candidat à la future présidentielle condamné, vous-même qui n'allez pas

vous présenter. Comment voyez-vous ce schéma ?

Je n'ai cessé de répéter que les politiciens, les dirigeants de ce pays doivent être animés par le patriotisme pour le gouverner. Personnellement, j'ai pris mes responsabilités selon ma conscience pour réaliser ce que souhaite le grand nombre : le développement effectif de chaque région, de chaque entité, de chaque citoyen. Je ne me présenterai pas, me positionnant comme étant le « raiamandreny » des Malgaches, de la Nation. J'ai donné l'exemple à suivre. Concernant l'amnistie, elle repose sur le consensus, l'acceptation du grand nombre. Le déroulement de la réunion de Vontovorona, relayé par les médias, a été une bonne chose. En effet, tout un chacun a pu avoir un aperçu, une idée, sur la perception de chaque entité politique sur la résolution de la crise. Personnellement, je ne peux pas amnistier untel ou un autre parce que l'amnistie émane d'une loi elle-même promulguée par les représentants élus du peuple, par le Parlement pour être plus précis.

Demande d'extradition de M. Ravalomanana ? Il appartient au ministre de la Justice de décider ou non de son opportunité ainsi que tous les aspects techniques liés à cette procédure. Pour en revenir à ce qui s'est passé le 7 février 2009, je vous dirais que le pouvoir n'est pas chose aisée. Si vous ne le maîtrisez pas, vous risquez de faire des choses qui dépassent jusque votre propre pensée. D'en arriver à ce qui s'est passé ce samedi-là... Cela doit servir de leçon. Aucun dirigeant n'a le droit de faire tirer sur ses concitoyens. C'est inacceptable. Dieu seul a le droit de vie ou de mort sur chaque être humain. Personne ne doit avoir ce pouvoir. Ce 7 février 2009, beaucoup de personnes ont perdu la vie, sous les balles tirées intentionnellement.

A propos de la réunion de Vontovorona

Au stade actuel des choses, il ne faut pas perdre espoir. Il y a des gens qui apportent des solutions, d'autres qui engendrent des problèmes. En tant que Président de la Transition, il est de mon devoir d'apporter mon avis sur toutes les démarches allant vers la résolution de cette crise. J'ai déjà rencontré toutes les composantes, tous les acteurs de cette réunion : « Raiamandreny mijoro », société civile, politiciens. Ils constituent les piliers de la sortie de cette crise politique actuelle. Que tirer de cette réunion de Vontovorona ? Il y a des acquis sur lesquels il ne fallait plus revenir. Comme les dates portant sur l'organisation de la Conférence nationale ou Assises nationales ; le référendum sur la Constitution, loi fondamentale qui tracera la gestion de la IV^e république ; les législatives et la présidentielle pour la IV^e république. Je souligne que ces dates émanent des « Raiamandreny mijoro » et de la société civile. Toutes ces entités se sont réunies durant trois jours. Entre-temps, la date de la Conférence nationale a été reportée d'une quinzaine de jours (initialement prévue à partir du 30

août, elle a été reportée à partir du 13 septembre 2010). Ici, je lance un appel pour que la parole donnée soit respectée. Et que cette Conférence nationale ait bien lieu à partir de ce 13 septembre. Cette date ne doit plus être changée. L'important, ce n'est pas l'appellation mais d'aller de l'avant en respectant ce qui a été convenu d'un commun accord. C'est-à-dire : la société civile organisera cette Conférence nationale et elle devra se tenir sans plus aucun report, la vie de la Nation n'étant pas un jeu et la population ne devant pas être prise en otage par quelques entités minoritaires, à l'heure actuelle. Je précise aussi qu'avec ou sans l'aide [matérielle et/ou financière] de l'extérieur, le pouvoir de transition est déjà prêt pour apporter son appui dans l'organisation de cette Conférence nationale.

A propos de la notion d'unilatéralisme, qui tend à être appliquée à ma personne, elle est complètement caduque à l'heure actuelle. En effet, parmi les signataires de l'accord politique d'Ivato, il y a des partis qui ont eu des candidats à la présidentielle de décembre 2006. Je vais vous donner quelques exemples : le SPDUM, avec M. Lahiniriko Jean qui a terminé second ; le MTS de M. Roland Ratsiraka, en troisième position ; le LEADER FANILO avec feu Herizo Razafimalahelo, qui est parvenu à la quatrième position. Je ne citerai que ceux-là. Mais a été également signataire de cet accord politique d'Ivato, le parti de l'ancien président, le TIM. Ne perdons pas de vue que ce sont les membres des partis politiques qui vont se porter candidats aux futures élections. Et ils sont tous prêts à y participer, ayant accepté le calendrier électoral établi d'un commun accord. Pour ma part, je me tiens sur la même position que la population. Comme elle, je constate les aspects positifs ou négatifs de la démarche, mais nous restons fermes sur le fait que la transition doit s'achever dans le plus bref des délais. Et comme elle, je suis pressé d'en arriver au terme de la mission que cette population m'a confié : parvenir à la mise en place de la IV^e république.

Selon les dernières nouvelles, il y aurait un acte additionnel à cet accord politique d'Ivato.

Il faudrait vraiment savoir ce que nous voulons pour ce pays. Ce qui n'a pas été explicité dans cet accord, c'est la répartition des postes des institutions. Si nous nous amusons à tergiverser à ce sujet, nous n'allons pas nous en sortir. Il est grand temps d'en finir avec cette bataille de chaises. C'est déjà cela qui a conduit au fiasco des réunions de Maputo et d'Addis-Abeba. Les politiciens doivent être conscients que la transition arrivera à son terme d'ici peu de temps, si l'on se réfère au calendrier électoral préétabli. Allons-nous encore perdre du temps à alourdir la structure de l'actuelle transition ? Le grand défaut des politiciens est d'avoir un regard fixé sur la transition et ses démembrements, sans se transcender vers l'organisation des futures échéances populaires. Or, le vrai problème se situe à ce niveau. Par exemple, en ce moment, aucun politicien ne fait allusion aux listes électorales, à l'observation dans chaque bureau de vote. Je pense qu'il faut cesser de s'obnubiler sur cette bataille de chaises uniquement liée à cette période de transition, provisoire par excellence. Que ce soit les résolutions prises par et

pour le grand nombre qui dominant dans les débats.

Il importe d'avancer vers de vrais débats d'idées pour construire un nouveau Madagascar. De vrais débats pour rédiger une Constitution, loi fondamentale qui sera exempte de tout reproche pour les 100 ans ou 50 ans à venir au minimum. Qu'elle ne permette plus aucun abus de pouvoir. Personnellement, je suis convaincu que cette crise sera résolue par nous-mêmes Malgaches. La raison en est simple. Lors des débats ayant abouti à l'accord politique d'Ivato, il n'y a eu aucune médiation -[extérieure]. Et je reste persuadé que toutes les composantes politiques de Madagascar y ont été représentées. A propos des noms proposés pour être Premier ministre, je vous demande ceci : allons-nous à la recherche de solutions ou cherchons-nous d'autres problèmes ? Certes, j'ai suggéré de me faire parvenir des propositions de noms mais la question est de savoir si, à l'heure actuelle, il est propice de changer de Premier ministre ? A présent, à partir de cette liste connue du public, tout un chacun doit savoir s'il faut ou non changer de chef de gouvernement. Cela étant dit, il importe plutôt de nous concentrer sur la Conférence nationale où seront débattus les vrais sujets qui nous préoccupent : la Constitution, l'organisation et la gestion de la transition... Je mets, ici, un accent sur la Constitution. Or, actuellement ce qui est tragi-comique, c'est que la répartition des postes encombre tous les esprits. Elle devient le cœur des problèmes. Rares sont ceux qui réfléchissent vraiment à la future Constitution qui permettra de mettre tous les citoyens sur le même pied d'égalité en matière de droits et de devoirs. Plus personne ne fait allusion au Conseil consultatif constitutionnel. Je relance donc mon appel aux politiciens, aux citoyens malgaches pour qu'ils se penchent vraiment sur le devenir de la Nation.

J'ai moi-même une proposition de Constitution, rédigée avec mon équipe de techniciens, que je présenterai la veille de la Conférence nationale. Je le ferai en mon nom personnel et non pas au nom d'une entité politique. Je suis persuadé que ce texte amènera au développement effectif de la Nation. Le moment viendra où nous en parlerons de manière plus vaste, plus profonde et étendue.

Etes-vous pour la décentralisation effective, donnant des initiatives de gestion au niveau des régions, des communes ?

J'y adhère à 100%. J'étais Maire avant d'être à ma place actuelle. Tout est réalisable lorsque l'on vous donne les moyens. Et la population ne voit que le maire, pour un trou bouché par exemple. Il ne leur vient pas à l'esprit que le financement émane du pouvoir mais les gens pensent tous que c'est le fait du Maire. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord sur le fait que les chefs de régions soient nommés par le Président. Car, même si celui-ci applique une mauvaise gouvernance, les chefs de régions qu'il a nommé ne feront que suivre ses directives. En

passant, je tiens à souligner qu'en tant que tel, le fédéralisme n'est pas encore applicable pour Madagascar. Mais si les chefs de région sont élus et qu'on leur donne toutes latitudes pour gérer leur région, je puis vous assurer qu'il n'y aura pas plus de grands problèmes. Pour en revenir à la Constitution, et en ce qui concerne ma proposition, elle ne sera pas imposée mais devra recevoir l'adhésion du grand nombre pour être acceptée. Par ailleurs, toutes les autres idées pour faire avancer le pays seront les bienvenues. Mais je reste persuadé que nombreux seront ceux qui seront convaincus de mes propositions.

Quid de la présence des médiateurs étrangers ?

Aux moments les plus forts de la crise, des membres du Groupe international de contact ou Gic sont venus ici. Ainsi que ceux de la Sadc. Dès lors, la plupart des politiciens malgaches ont perdu un temps fou à tenter d'imposer des idées somme toute personnelles concernant la résolution de la crise. Et c'est pour cela qu'avant d'aller à Pretoria, j'avais déclaré que c'était la réunion de la dernière chance pour trouver une solution dans l'intérêt de la population. Que si aucun accord n'était trouvé, ce serait la dernière fois qu'il y aurait une sortie à l'extérieur pour une énième tentative. Après le fiasco de Pretoria, il n'y eut plus aucune sortie pour trouver une résolution à l'extérieur du pays. Puis vint la démarche malgacho-malgache, que nous appliquons en ce moment. La communauté internationale elle-même a donné son aval pour cette approche afin d'arriver à un accord de sortie de crise. Il faut aussi se référer au récent communiqué de la Sadc qui stipule qu'elle apportera son soutien au processus malgacho-malgache, Par ailleurs, la Sadc n'y fait plus aucune allusion à la notion de « mouvances ». Enfin, la Sadc ne se positionne plus comme un médiateur mais comme observateur de ce processus [malgacho-malgache] de sortie de crise à Madagascar. Et la communauté internationale, à travers ses représentants (Gic et Sadc) a accepté. Surtout lorsque je leur ai expliqué que seuls les Malgaches connaissent à fond leur propre identité et leurs valeurs culturelles ainsi que la répartition des forces politiques à Madagascar. Actuellement, le problème se situe au niveau de nous, Malgaches : nous perdons du temps à vouloir débattre chacun d'idées plutôt personnelles. A mon sens, l'heure n'est plus aux débats mais à la mise en application de tout ce qui a été accepté en commun durant toutes les nombreuses réunions organisées auparavant et suivies d'accords qui nous mèneront vers les élections.

Quid du moment pour le peuple de s'exprimer, à travers les élections ?

Je pense avoir apporté un début de réponse en rappelant que les politiciens se sont accordés sur un calendrier électoral. A partir de cela, il n'est pas sorcier de connaître ceux qui n'ont pas signé cet accord politique [d'Ivato]... Je parle de partis politiques n'ayant pas signé. Et quel est

le poids de ces partis politiques à l'heure actuelle ? Or, personne ne les empêche de signer encore, car cet accord est ouvert à tous, comme je l'ai d'ailleurs bien déclaré. La transition perdurant depuis trop longtemps, c'est bien le moment de faire montre de patriotisme. Et, surtout, il faut absolument que le calendrier électoral préétabli par les politiciens eux-mêmes soit respecté. C'est-à-dire ; 17 novembre 2010 pour le référendum sur la [nouvelle] Constitution ; vers la mi-mars 2011 pour les législatives ; le 4 mai 2011, l'élection du premier président de la IV^è république. Ces dates doivent être respectées et nous avons le devoir d'organiser ces échéances électorales aux dates prévues. Personnellement, je n'étais pas d'accord sur ces dates. En effet, je tiens à rappeler au peuple malgache que j'avais demandé à ce que ces élections se fassent toutes vers la fin de cette année. Et que la Constitution était le pilier du vrai changement pour lequel nous avons lutté. Prenons l'exemple de la Mauritanie : là-bas le changement de pouvoir extra constitutionnel a eu lieu quelques mois seulement avant celui de Madagascar. Or, depuis, le Président Abdel Aziz a déjà été élu et ce pays a retrouvé sérénité. Tournons-nous vers la Guinée où le changement extra constitutionnel a eu lieu des mois après celui de Madagascar. Aujourd'hui, les Guinéens ont déjà choisi une nouvelle Constitution et ils vont aller voter pour le second tour de leur élection présidentielle. Le retour à l'ordre constitutionnel n'est plus un problème. Ici, nous perdons notre temps dans les palabres. C'est bien cela la démocratie : la liberté d'expression sous toutes ses formes. Et tout le monde s'y met sans restriction. Je n'y trouve aucun mal, car cela fait partie du changement voulu, mais l'heure n'est plus à la théorie mais à la mise en pratique, à l'action [au bénéfice du grand nombre].

Aurons-nous le temps à nous ?

C'est une question de volonté et de patriotisme et tout cela devra être débattu lors de la Conférence nationale. Rien qu'en ce qui concerne la Constitution [de la III^è république] et ses défauts, qui a plutôt protégé les intérêts des dirigeants durant les dernières décennies. Je le répète : il y en a qui apportent des solutions. Moi-même, je n'ai cessé d'en apporter, j'ai même avancé des dates, mais il y en a toujours eu qui ont rejeté mes suggestions, qui les refusent systématiquement. C'est le moment d'aller de l'avant, de ne plus reculer.

Vos rapports avec les diverses entités ?

En tant que Président de la Transition, j'ai le devoir d'avoir des contacts avec toutes les entités directement impliquées dans cette recherche de sortie de crise. Et je reçois pratiquement tout le monde, comme la Cnosc, récemment. Par exemple, bien avant l'affaire du Fign, j'avais reçu des représentants du mouvement des ecclésiastes [« Hetsiky ny mpitondra fivavahana »] pour leur dire clairement qu'ils n'œuvraient pas dans le bon sens, la politique n'ayant pas sa place

dans la religion. Je donne toujours mon point de vue à tous ceux que je reçois.

Quid de la politique de restriction budgétaire ?



Elle a été effectivement mise en application. Il faut se rappeler que c'est durant cette période de transition que nous devons établir les bases de nouvelles structures de gouvernance qui seront appliquées par tous les dirigeants à venir. La politique de restriction budgétaire se base sur la manière de bien gérer les finances publiques, pour qu'il n'y ait pas de dépenses, grandes donc budgétivores et qui pourraient servir directement aux contribuables. Il est plus que vrai qu'il existe certaines dépenses faramineuses au sein de l'administration publique et des ministères. L'argent des contribuables n'est pas toujours utilisé à bon escient. Il était temps d'arrêter les frais. Certaines personnes n'ont aucun sentiment pour dépenser l'argent public. Mais personnellement, je ne peux accepter ce état de fait. Prenons l'exemple de l'université [celle d'Ankatso]. J'y ai constaté de visu une facture portant sur 100.000 stylos sur une année, uniquement pour l'administration. C'est ahurissant. Imaginez alors cela pour toutes les universités du pays... Dès lors, la restriction budgétaire demeure un impératif. Il en est ainsi également des sorties à l'extérieur des ministres et autres cadres supérieurs de l'administration pour des foires et autres sommets. Or, il arrive qu'un seul ministre soit accompagné d'une dizaine de personnes. Cela a entraîné des dépenses se chiffrant à plusieurs milliards qui sont tirés du Trésor public. Là encore la restriction est impérative. Il ne s'agit pas de restrictions liées à un manque de trésorerie de l'Etat. Au contraire, le circuit des ressources financières (impôts et taxes, recouvrements divers) tourne sans problème. Il s'agit plus exactement de limiter des dépenses qui n'ont pas trop de raison d'être car n'ayant aucun impact sur la vie de la population. Par exemple, l'heure n'est pas à l'organisation de congrès, de formations, etc. Prenons l'exemple du ministère de santé. Ces dépenses pourraient servir à la construction d'un centre de santé de base ou à subventionner l'achat de médicaments. Cela aura un impact réel sur chaque citoyen.

En fait, c'est la gabegie qu'il faut faire cesser. Et je puis vous assurer que depuis quelques mois, nous avons réussi à stopper l'hémorragie. Au Trésor public, ils ont avoué que c'est bien la

première fois dans l'histoire du pays qu'il y a eu une telle restriction qui leur a permis de constater une amélioration au niveau du budget même. Il en est de même au niveau des ministères. Les résultats sont palpables. A partir d'aujourd'hui, je donne rendez-vous aux citoyens : dans six mois nous allons faire un bilan de ce qui aura été fait d'ici là. Il n'y aura pas de place à la démagogie ni au populisme. Les citoyens seront pris à témoin. Pour l'heure, je vais vous donner un exemple. Savez-vous que la majorité des prisons de Madagascar a été construite du temps de la colonisation, bien avant le retour de notre indépendance ? En ce qui concerne la prison d'Antanimora, elle a été construite en 1896 pour une capacité de 800 détenus. Actuellement, il y en a 2.235 ! 25 personnes dans un espace de 20m²... Moins d'un mètre carré par individu. Personne, aucun dirigeant ne s'est penché sur cet état de fait alors que tout le monde parle de droits de l'homme ! Tous se focalisent sur les prisonniers politiques. Quid des autres, dès lors ? Dans toutes les grandes villes de Madagascar, les prisons sont, à présent, en plein centre. Et c'est pourquoi nous allons construire de nouveaux établissements pénitenciers hors des grandes villes, pour une meilleure réinsertion de ces personnes qui ont une dette à payer envers la société. Cela, en plus de la construction de nouveaux hôpitaux, de nouveaux complexes sportifs. Chaque ex chef-lieu de province en sera doté, ainsi que d'une piscine olympique. Car il a été prouvé que les nageurs malgaches ont une grande capacité. Voyez, lors des Jeux des îles [de l'Océan Indien] : nous étions toujours les premiers dans cette discipline. Si les Chinois ont choisi le tennis de table, c'est parce qu'ils sont conscients qu'ils ne battront jamais les Américains en basket-ball. Le sport constitue une vitrine de développement d'un pays. Aussi, durant cette période de transition, nous allons faire l'effort de développer ce à quoi aucun dirigeant passé n'avait même songé jusqu'à présent.

Quid de l'insécurité, en général ?

Elle est réelle, ne nous voilons pas la face. Les citoyens malgaches la vivent vraiment. La délinquance augmente. C'est pourquoi nous concentrons tous nos efforts dans ce domaine. J'ai donné des ordres stricts à ce sujet, en conseil des ministres. Il faut absolument que toutes les forces armées (gendarmerie nationale, armée malgache, police nationale) prennent leurs responsabilités pour que la sécurité soit rétablie à travers toute l'île. Principalement dans la capitale. Un budget spécial a été mis à disposition dans ce sens et nous attendons des résultats palpables. A mon avis, il existe des facteurs spécifiques à l'actuelle situation transitoire, qui amènent à l'insécurité. Premièrement, les délinquants n'ont aucune peur des forces de l'ordre et de la justice. Nous sommes en connaissance des raisons... C'est pour cela que nous avons suspendu la Mop ou main-œuvre pénale. Car il existe effectivement des responsables au sein de l'administration pénitentiaire qui prennent sous leur tutelle cette catégorie de détenus qui commettent des forfaits. Deuxièmement, vous parlez de perte d'emploi, amenant à commettre des délits. Je n'y crois pas trop. En réalité, il s'agit d'actes de déstabilisation car le vol n'est pas le mobile principal. Ainsi, actuellement, des éléments des forces armées escortent les taxis-brousse. Par ailleurs, il est important que ces forces armées œuvrent de concert. Ainsi, actuellement, les rondes et patrouilles nocturnes ont été renforcées. Enfin, la communication entre la population et les forces de l'ordre doit être facilitée.

Le message du Président

A tous mes concitoyens : je suis conscient de votre anxiété et de votre soif de savoir si oui ou non nous allons enfin trouver une solution à cette crise. Il faut garder espoir. Chaque chose à une fin. Nous irons vers les élections ; nous irons vers le dénouement de cette crise. Pour cela, il est souhaitable que tout un chacun œuvre dans ce sens. Cependant, même si le patriotisme n'est pas encore bien ancré dans nos cœurs et nos esprits, nous irons toujours de l'avant pour la sauvegarde de notre Nation commune.

Transcription et traduction : Jeannot RAMAMBAZAFY (30 août 2010)